

**ASSOCIATION
UCO LA REUNION**

46, Boulevard de la Trinité
97400 SAINT DENIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/08/2024

ASSOCIATION UCO LA REUNION

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/08/2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UCO LA REUNION relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux produits de la formation initiale (frais de scolarité). Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association.

Par ailleurs, nous avons été amenés à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux subventions octroyées sur l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

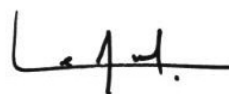
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Saint-Denis, le 25/02/2025

Le Commissaire aux Comptes
Cabinet OBJECTIF



Signature
numérique de
Eric LE MOAL

Eric LE MOAL
Gérant associé

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024				Du 01/09/2022 Au 31/08/2023
		Brut		Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles					
	Frais d'établissement	AA		AB		
	Frais de recherche et de développement	AE		AF		
	Concessions brevets droits similaires	AI	18 516,73	AJ	17 055,14	1 461,59
	Fonds commercial	AM		AN		
	Autres immobilisations incorporelles	AQ	6 336,48	AR	4 534,15	1 802,33
	Immobilisations incorporelles en cours	AU		AV		
	Avances et acomptes	AY		AZ		
	Immobilisations Corporelles					
	Terrains	BC		BD		
	Constructions	BG	2 648 493,94	BH	1 154 349,47	1 494 144,47
	Installations techniques,mat et outillage indus.	BK		BL		
	Autres immobilisations corporelles	BO	393 695,13	BP	306 579,79	87 115,34
	Immobilisations grevées de droit	BS		BT		
	Immobilisations corporelles en cours	BW	4 428 142,20	BX		4 428 142,20
	Avances et acomptes	CA		CB		
	Immobilisations Financières					
	Participations	CE		CF		
	Créances rattachées à des participations	CI		CJ		
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	CM		CN		
	Autres titres immobilisés	CQ	4 606,00	CR		4 606,00
	Prêts	CU		CV		
	Autres immobilisations financières	CY	329,00	CZ		329,00
TOTAL (I)		DC	7 500 119,48	DE	1 482 518,55	6 017 600,93
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours					
	Matières premières, approvisionnements	DH		DI		
	En-cours de production de biens et services	DL		DM		
	Produits intermédiaires et finis	DP		DQ		
	Marchandises	DT		DU		
	Avances et Acomptes versés sur commandes	DX		DY		
	Créances					
	Créances usagers et comptes rattachés	EB	161 860,09	EC	54 298,49	107 561,60
	Fournisseurs débiteurs	EF	686,22	EG		686,22
	Personnel	EJ	3 136,02	EK		3 136,02
	Organismes sociaux	EN	1 228,86	EO		1 228,86
	État, impôts sur les bénéfices	ER		ES		
	État, taxes sur le chiffre d'affaires	EV		EW		
	Autres créances	EZ	119 652,06	FA		119 652,06
	Valeurs mobilières de placement	FD		FE		
	Disponibilités	FH	1 395 298,94	FI		1 395 298,94
	Charges constatées d'avance	FL	5 068,39	FM		5 068,39
TOTAL (II)		FP	1 686 930,58	FQ	54 298,49	1 632 632,09
COMPTES RÉGUL.	Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III) FT				
	Primes de remboursement des emprunts	(IV) FX				
	Écarts de conversion actif	(V) GB				
TOTAL ACTIF		GF	9 187 050,06	GG	1 536 817,04	7 650 233,02

3 986 140,98

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023
Capitaux Propres	Fonds propres			
	Fonds associatifs sans droit de reprise	AA	199 314,88	199 314,88
	Écart de réévaluation	AC		
	Réserve	AE	1 664 919,83	1 513 011,69
	Report à nouveau	AG		
	Résultat de l'exercice	AI	54 255,62	151 908,14
	Autres fonds associatifs			
	Fonds associatifs avec droit de reprise			
	- Apports	AK		
	- Legs et donations	AM		
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	AO		
	Écart de réévaluation	AQ		
	Subventions d'investissement	AS	442 830,69	459 710,22
	Provisions réglementées	AU		
	Droits des propriétaires (commodat)	AW		
	Total des capitaux propres	AY	2 361 321,02	2 323 944,93
Provisions	Provisions pour risques et charges	BA		82 518,16
	Total provisions	BC	0,00	82 518,16
Fonds dédiés	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	BE		
	Fonds dédiés sur autres ressources	BG		
	Total fonds dédiés	BI	0,00	0,00
Dettes	Emprunts et dettes assimilées	BK	4 420 020,91	1 000 088,94
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	BM	3 000,00	
	Fournisseurs et comptes rattachés	BO	436 205,19	190 716,39
	Autres dettes	BP	411 278,23	388 872,56
	Produits constatés d'avance	BQ	18 407,67	
	Total des dettes	BS	5 288 912,00	1 579 677,89
	Écarts de conversion passif	BU		
TOTAL PASSIF		BW	7 650 233,02	3 986 140,98

Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	AA	300,00	
	Production vendue : - Biens	AC		
	- Services	AE	1 737 982,26	1 689 203,23
	Montants nets produits d'exploitation	AG	1 738 282,26	1 689 203,23
	Production stockée	AI		
	Production immobilisée	AK		
	Subventions d'exploitation	AM	306 660,84	290 718,00
	Dons	AO		
	Cotisations	AQ		15,00
	Legs et donations	AS		
	Produits liés à des financements réglementaires (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	AU		
	Autres produits	AW	149 490,41	59 564,60
	Sous-total des autres produits d'exploitation	AY	456 151,25	350 297,60
	Total des produits d'exploitation (I)	BA	2 194 433,51	2 039 500,83
Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat (II)		BC	0,00	0,00
Produits financiers	Participations	BE		
	Autres valeurs mobilières et créances d'actif	BG		
	Autres intérêts et produits assimilés	BI	9 619,26	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BK		
	Différences positives de change	BM		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	BO		
Total des produits financiers (III)		BQ	9 619,26	0,00
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	BS	1 878,79	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	BU	36 579,53	37 210,96
	Reprises sur provisions et transferts de charges	BW		
	Total des produits exceptionnels (IV)	BY	38 458,32	37 210,96
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)		CA	2 242 511,09	2 076 711,79
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		CC	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		CE	2 242 511,09	2 076 711,79

Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises et de matières premières	CG		
	Variation de stock (marchandises et matières premières)	CI		
	Autres achats non stockés	CK	40 337,19	39 322,57
	Services extérieurs	CM	107 444,31	91 663,46
	Autres services extérieurs	CO	410 148,48	359 947,37
	Impôts, taxes et versements assimilés	CQ	29 887,20	24 462,69
	Salaires et traitements	CS	970 788,71	883 190,61
	Charges sociales	CU	336 606,49	305 954,64
	Autres charges de personnel	CW		
	Subventions accordées par l'association	CY		
	Dotations aux amortissements	DA	160 966,56	158 192,08
	Dotations aux provisions	DC	19 525,46	22 244,54
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	DE		
	Autres charges	DG	35 761,45	9 873,71
	Total des charges d'exploitation (I)	DI	2 111 465,85	1 894 851,67
	Quotes-parts de résultat sur opérations communes (II)	DK	0,00	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	DM		0,00
	Intérêts et charges assimilées	DO	75 114,52	29 443,98
	Différences négatives de change	DQ		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements	DS		
	Total des charges financières (III)	DU	75 114,52	29 443,98
Ch. exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	DW	970,10	500,00
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	DY	705,00	8,00
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	EA		
	Total des charges exceptionnelles (IV)	EC	1 675,10	508,00
Participation salariés aux résultats (V)		EE		
Impôts sur les sociétés (VI)		EG		
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)		EI	2 188 255,47	1 924 803,65
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		EK	54 255,62	151 908,14
TOTAL GENERAL		EM	2 242 511,09	2 076 711,79

Annexe

Sommaire de l'annexe aux comptes annuels 2023-2024 de l'UCO La Réunion

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'association, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Fonds propres
- 5) Subventions d'investissement
- 6) Provisions

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Informations sur les concours publics et les subventions
- 2) Effectif moyen
- 3) Honoraires des commissaires aux comptes

I. INFORMATIONS GENERALES

1) - Identification de l'association, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

L'UCO La Réunion - association de Gestion du Campus de l'Enseignement Catholique sise au 46 boulevard Notre Dame de la Trinité à Saint-Denis de la Réunion (97400) assure la gestion d'un établissement d'enseignement supérieur (UCO La Réunion) et d'un centre de formation professionnelle (ISFEC Réunion Mayotte).

L'association a été créée le 2 février 2005 sous la dénomination I.F.O.I. (Institut de Formation de l'Océan Indien)

Son objet social est le suivant :

« Dans le respect du droit français d'une part, des statuts de l'Enseignement Catholique, des statuts de l'Université Catholique de l'Ouest, et des orientations pastorales du Diocèse de Saint-Denis de la Réunion et de la CEDOI (Conférence des Evêques de l'Océan Indien) d'autre part, l'UCO La Réunion a pour objet de :

- Gérer le campus Dionysien de l'Université Catholique de l'Ouest qui dispense une formation universitaire au sein du réseau de l'UCO, dans le respect des statuts et de la gouvernance de celle-ci,
 - Promouvoir et mettre en œuvre des actions d'enseignement universitaire et de formation pour les étudiants de l'UCO La Réunion et toutes autres actions de formation incluant en particulier la formation continue et les formations en apprentissage ou toute autre formation en alternance,
 - Proposer toutes formations et activités de nature culturelles ou sportives,
 - Concevoir et réaliser des formations d'enseignement supérieur pour répondre aux besoins des territoires de La Réunion, dans la perspective d'une coopération régionale au sein de l'Indianocéanie.
 - Concevoir et réaliser la formation initiale et continue des enseignants contractuels de l'État dans les établissements privés catholiques associés à l'État, directement ou par le biais de conventions de prestation de formation avec d'autres organismes.
 - Concevoir et réaliser la formation des salariés, des cadres de droit privé et des bénévoles ayant signé une convention avec des établissements privés catholiques associés à l'État.
 - Assurer le développement, l'amélioration et la gestion de ses immeubles au profit des établissements d'enseignement supérieur catholique de la Réunion reconnus comme tel par l'autorité canonique compétente.
 - concevoir et réaliser tout type de formation continue en lien avec ses champs d'expertises.
 - Acquérir, construire, échanger, louer, aliéner ou aménager tous terrains, immeubles, installations et équipements utiles à la réalisation de ses buts.
- UCO La Réunion pourra mettre en œuvre des actions de solidarité, favorisant l'accès à l'enseignement supérieur catholique à La Réunion. »

Son activité pédagogique :

- 5 formations universitaires sont dispensées sur le campus de La Réunion
 - Licence Psychologie,
 - Licence Science de l'éducation,
 - Master Psychologie Sociale, du Travail et des Organisations (PSTO)
 - Master métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation - premier degré (MEEF)
 - Licence professionnalisante "Intervention Sociale : Accompagnement des Publics Spécifiques
- Formation continue des enseignants de l'Enseignement Catholique à La Réunion,
- Formation continue du personnel des organismes de gestion des écoles catholiques à La Réunion.

Activité annexe : location d'espace publicitaire – Université du temps libre – conférences et formations professionnelles ouvertes à tout public

Moyens mis en œuvre :

- Vacataires : 100 chargés de cours sous contrat à durée déterminée d'usage (conformément aux dispositions des articles L.1242-2 et D.1242-1 du code du travail)
- Permanents : 20
- Locaux : un bâtiment de 1500 m² construit sur un terrain occupé par un bail à construction de 30 ans contracté avec l'Association Diocésaine en août 2015.

2) – Fait marquants de l'exercice :

Il est à noter les éléments suivants :

- Effectifs étudiants : 471 inscrits à la rentrée universitaire 2023-2024, en baisse par rapport aux prévisions basées sur les 517 demandes d'inscriptions initiales.
- Travaux d'extension : Le Contrat de Promotion Immobilière a été signé avec la société OCIDIM en octobre 2023 pour un montant de 4 070 000 euros. Objet : construction d'un bâtiment en aval du bâtiment principal comportant 2 amphithéâtres, 1 cafétaria pour les étudiants, un learning-lab et des bureaux pour les enseignants et les responsables pédagogiques.
Les travaux ont débuté en novembre 2023. Livraison prévue en octobre 2024.
Coût prévisionnel du projet (incluant les équipements techniques et le mobilier) : 5180K€, avec financement partiel par un emprunt de 4M€ auprès de l'AFD en décembre 2023. Garantie d'emprunt : Cautionnement solidaire de la Région Réunion à hauteur de 50% (obtenu en décembre 2023) et ouverture d'un compte de réserve nanti d'un montant de 285K€.
- Reprise provision pour litige de 82 518,16€. Une provision de 110K€ avait été comptabilisée en 2019-2020, et correspondait à un reliquat facturé à l'ISFEC-OI par l'association Diocésaine pour sa participation aux frais généraux et téléphoniques des années 2012 à 2015. En juin 2021, après concertation avec l'association Diocésaine, l'UCO procède à un règlement d'un montant de 55K€. Cette provision n'ayant plus lieu d'exister, elle fait l'objet d'une reprise en produit au 31/08/2024.
- Du fait d'un décalage dans l'envoi des factures par l'association Saint-Yves du budget fédéral, un réajustement de 33 742,82€ concernant les cotisations versées au titre de l'exercice 2022-2023 a été réalisé au niveau du compte de charges 6281 « *cotisations UCO Angers* »

3) – Evènements postérieurs à la clôture :

Aucun évènement post-clôture n'est à signaler

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) – Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024

2) – Référentiel et méthode comptable :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- régularité et sincérité,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'association a choisi la méthode prospective.

Les méthodes de comptabilisation et d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à celles de l'exercice précédent.

III. NOTES SUR LE BILAN

1) - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU IMMOBILISATIONS ci-dessous).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

⑤

IMMOBILISATIONS

DGFIP N° 2054 2015

Désignation de l'entreprise										UCO LA REUNION		Néant <input type="checkbox"/>		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations						
						1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		3				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		CZ		D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		KD	24 853	KE		KF			
CORPORELLES	Terrains						KG		KH		KI			
	Constructions	Sur sol propre		Dont Composants		I9		KJ		KK		KL		
		Sur sol d'autrui		Dont Composants		M1		KM	2 295 715	KN		KO		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements* et aménagements des constructions			Dont Composants	M2		KP	352 779	KQ		KR		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels			Dont Composants	M3		KS		KT		KU		
		Installations générales, agencements, aménagements divers *					KV	66 077	KW		KX	4 431		
		Matériel de transport *					KY	1 800	KZ		LA			
	Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	311 573	LC		LD	10 715			
	Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG				
	Immobilisations corporelles en cours						LH	99 341	LI		IJ	4 710 191		
	Avances et acomptes						LK	106 885	IL		LM	20 000		
	TOTAL III						LN	3 234 170	LO		LP	4 745 336		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						8G		8M		8T			
	Autres participations						8U		8V		8W			
	Autres titres immobilisés						IP	4 606	IR		IS			
	Prêts et autres immobilisations financières						IT	329	IU		IV			
	TOTAL IV						LQ	4 935	LR		LS			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						ØG		3 263 958	ØH		ØJ	4 745 336		
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence				
						par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice				
						1		2		3				
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I		IN		DØ		D7			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II		IO		LW	24 853	IX			
CORPORELLES	Terrains						IP		LX		IY			
	Constructions	Sur sol propre				IQ		MA		MB		MC		
		Sur sol d'autrui				IR		MD		ME	2 295 715	MF		
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agents et am. des constructions				IS		MG		MH	352 779	MI		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				IT		MJ		MK		ML		
		Autres	Inst. gales, agents, aménagements divers			IU		MM		MN	70 507	MO		
			Matériel de transport			IV		MP	900	MQ	900	MR		
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier			IW		MS		MT	322 288	MU			
		Emballages récupérables et divers*			IX		MV		MW		MX			
	Immobilisations corporelles en cours						MY	381 390	MZ		NA	4 428 142	NB	
	Avances et acomptes						NC	126 885	ND		NE		NF	
	TOTAL III						IY	508 275	NG	900	NH	7 470 331	NI	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations						IØ		ØX		ØY		ØZ	
	Autres titres immobilisés						II		2B		2C	4 606	2D	
	Prêts et autres immobilisations financières						I2		2E		2F	329	2G	
	TOTAL IV						I3		NJ		NK	4 935	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						I4		508 275	ØK	900	ØL	7 500 119	ØM	

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.
Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU AMORTISSEMENTS ci-dessous).

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

6

AMORTISSEMENTS

DGFIP N° 2055 2015

Désignation de l'entreprise										UCO LA REUNION		Néant		<input type="checkbox"/>		*						
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *																				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Montant des amortissements au début de l'exercice			Augmentations : dotations de l'exercice			Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises			Montant des amortissements à la fin de l'exercice									
Frais d'établissement et de développement				TOTAL I			CY				EL				EM				EN			
Autres immobilisations incorporelles				TOTAL II			PE	20 423			PF	1 166			PG				PH	21 589		
Terrains							PI				PJ				PK				PL			
Sur sol propre							PM				PN				PO				PQ			
Constructions							PR	826 278			PS	104 264			PT				PU	930 542		
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions							PV	197 930			PW	25 876			PX				PY	223 806		
Installations techniques, matériel et outillage industriels							PZ				QA				QB				QC			
Autres				Inst. générales, agencements, aménagements divers			QD	32 467			QE	8 553			QF				QG	41 020		
Immobilisations				Matériel de transport			QH	379			QI	186			QJ	195			QK	370		
corporelles				Matériel de bureau et informatique, mobilier			QL	244 192			QM	20 827			QN				QO	265 019		
				Emballages récupérables et divers			QP	77			QR	94			QS				QT	171		
				TOTAL III			QU	1 301 323			QV	159 800			QW	195			QX	1 460 929		
				TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)			ØN	1 321 746			ØP	160 967			ØQ	195			ØR	1 482 518		

2) – Dépréciation d'éléments d'actif

Aux 45 428,54€ de créances douteuses en début d'exercice concernant la facturation des étudiants, nous ajoutons 13 779,46€ de créances d'étudiants (13 étudiants dont 6 ayant une créance supérieure à 1K€) concernant l'année universitaire 2023-2024 et non recouvrés au 15/11/2024. Sur les créances douteuses concernant l'année universitaire 2022-2023 et antérieures (constatées en début d'exercice 2023-2024), 6 288,96€ ont été recouvrées.

Le montant des créances douteuses en fin d'exercice 2023-2024 se chiffre à 54 298,49€. Elles donnent lieu à un ajustement de provision pour dépréciation de 8 869,45€, pour obtenir un montant total de provisions pour dépréciations de créances de 54 298,49€

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)						
OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	- €	- €	- €	- €
		• Corporelles	- €	- €	- €	- €
		• Financières	- €	- €	- €	- €
	Stocks et en-cours		- €	- €	- €	- €
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		45 429,00 €	19 525,00 €	10 656,00 €	54 298,00 €
	Autres créances		- €	- €	- €	- €
	Valeurs mobilières de placement		- €	- €	- €	- €
	TOTAL		45 429,00 €	19 525,00 €	10 656,00 €	54 298,00 €
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		45 429,00 €	19 525,00 €	10 656,00 €	54 298,00 €
	financières			- €	- €	
	exceptionnelles			- €	- €	

3) – Echéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint ci dessous.

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €
Prêts	- €	- €	- €
Autres créances	329,00 €	- €	329,00 €
<i>Sous-total créances de l'actif immobilisé</i>	329,00 €	- €	329,00 €
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	107 561,60 €	107 561,60 €	- €
Créances reçues par legs et donations	- €	- €	- €
Créances sociales et fiscales	4 364,88 €	4 364,88 €	- €
Autres créances (à détailler si besoin)	120 338,28 €	120 338,28 €	- €
<i>Sous-total créances de l'actif circulant</i>	232 264,76 €	232 264,76 €	- €
TOTAL CREANCES	232 593,76 €	232 264,76 €	329,00 €

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	- €	- €	- €	- €
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 420 020,91 €	188 138,80 €	996 767,51 €	3 235 114,60 €
Emprunts et dettes financières divers	- €	- €	- €	- €
<i>Sous-total dettes financières</i>	4 420 020,91 €	188 138,80 €	996 767,51 €	3 235 114,60 €
Dettes fournisseurs	130 955,19 €	130 955,19 €	- €	- €
Dettes des legs et donations	- €	- €	- €	- €
Dettes fiscales et sociales	119 285,18 €	119 285,18 €	- €	- €
Dettes sur immobilisations	305 250,00 €	305 250,00 €	- €	- €
Autres dettes	294 993,05 €	294 993,05 €	- €	- €
<i>Sous-total autres dettes</i>	850 483,42 €	850 483,42 €	- €	- €
TOTAL DETTES	5 270 504,33 €	1 038 622,22 €	996 767,51 €	3 235 114,60 €

Montant des nouveaux emprunts souscrit au cours de l'exercice 2023-2024	3 459 500,00 €
Montant des remboursements d'emprunts	68 938,00 €

4) – Fonds propres

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	199 314,88 €				199 314,88 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 513 011,69 €	151 908,14 €			1 664 919,83 €
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	151 908,14 €	- 151 908,14 €	54 255,62 €		54 255,62 €
<i>Situation nette (sous-total)</i>	1 864 234,71 €	- €	54 255,62 €	- €	1 918 490,33 €
Subventions d'investissement	459 710,22 €		19 700,00 €	36 579,53 €	442 830,69 €
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	2 323 944,93 €	- €	73 955,62 €	36 579,53 €	2 361 321,02 €

5) - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
TOTAL Montant nominal	750 000,00 €	19 700€	-	769 700,00 €
TOTAL Quotes-parts virées au résultat	290 289,78 €	36 579,53 €	-	326 869,31 €

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) - Information sur les concours publics et les subventions :

Compte	Libellé	Montant 2023-2024	Montant 2022-2023
731	Taxe d'Apprentissage collectée	4 599,51 €	- €
7418	FORMIRIS Subvention Masters	272 841,00 €	270 153,00 €
742	SUBVENTION CROUS CVEC	23 618,00 €	20 565,00 €
7435	Subvention EFFATA (AMI tier lieu pédagogique)	5 602,33 €	- €

2) – Effectif moyen :

Pour l'exercice 2023-2024, l'effectif moyen employé par l'UCO La Réunion est de 20,12 ETP

catégorie	Nombre	ETP
Cadre	101	14,41
Agent de maitrise	2	2,00
Employé	24	3,71

Type de contrat	Nombre	ETP
CDI	21	16,88
CDD	106	3,25

3) - Commissariat aux comptes :

Commissaire aux comptes : **M. Eric LE MOAL** – Cabinet OBJECTIF

Montant total des honoraires du commissaire aux comptes afférents à la certification des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice :

Exercice 2023-2024	Exercice 2022-2023 (n-1)
12 972€	15 142 €
Total : 12 972 €	Total : 15 142 €